

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
6 février 1976

No 424
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

22^e Congrès du PCF

EDITORIAL

Djibouti

COLONIALISME FRANÇAIS COUPABLE

En intervenant brutalement et en agressant la Somalie le gouvernement français s'est cru revenu plusieurs années en arrière, au temps de l'empire colonial, au temps où la France impérialiste pouvait impunément utiliser la force contre des peuples du tiers monde.

Car, il ne faut pas l'oublier, la France n'a rien à faire à Djibouti et par conséquent rien, absolument rien ne peut effacer que c'est le maintien de la présence coloniale qui est la cause principale des événements sanglants d'hier soir.

C'est précisément parce qu'il se trouve en difficulté, accusé par le monde entier et notamment par les peuples africains, que le gouvernement français a délibérément choisi de monter l'affaire en épingle, qu'il a délibérément lancé des blindés, la gendarmerie et la légion contre une poignée d'hommes sans tenir compte des négociations en cours. La preuve qu'il s'agit là d'un choix mûrement réfléchi c'est que, dans le cas de l'agent Françoise Claustre, détenue au Tchad, le gouvernement français a su organiser un très, très lourd silence : Giscard d'Estaing a même déclaré que ce silence était favorable à la « négociation ».

Or dans le cas de Djibouti, au mépris même de la vie des enfants retenus en otage, le gouvernement français a choisi le coup de force brutal, l'agression contre la Somalie et il est allé encore plus loin puisqu'il vient de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais tout ce tapage est destiné à couvrir la voix des peuples Afars et Issas habitant le territoire occupé par la France.

Car il ne faut quand même pas l'oublier, voici plus de cent ans qu'une puissance coloniale, la France, règne par la force des armes sur Djibouti employant les mêmes méthodes fascistes qu'au Vietnam, en Algérie ou ailleurs. Il faut rappeler, aujourd'hui, le nombre d'Afars et d'Issas massacrés par la légion étrangère : plusieurs manifestations populaires ont eu droit à la mitraille ces dernières années et de nombreux enfants, puisqu'on parle d'enfants, sont morts. Il faut rappeler aussi qu'aujourd'hui Djibouti est quadrillé et les forces de police y pratiquent une répression féroce contre toute personne soupçonnée d'opposition au colonialisme français.

Tout cela montre que le gouvernement colonialiste français se refuse à tirer les leçons sévères de l'Histoire et qu'il cherche à manigancer des complots, notamment dans l'océan Indien, puisqu'un peu plus au sud de Djibouti il occupe actuellement une partie du territoire des Comores indépendantes.

Que les bases que les colonialistes français cherchent à maintenir à tout prix soient en partie destinées à défendre les voies maritimes menacées par le social-impérialisme russe en pleine expansion dans l'océan Indien ne saurait en aucune manière « excuser » ou « légitimer » l'occupation française.

Car ce sont fondamentalement les peuples, les peuples seuls qui balayeront définitivement le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme notamment l'hégémonisme des deux superpuissances.

Voilà pourquoi il faut exiger le départ total des troupes d'occupation coloniales à Djibouti et être confiant dans l'avenir : les peuples ne chasseront pas un loup malade pour qu'un tigre affamé prenne sa place !

Marchais soutient la politique agressive de Brejnev

Forcée et contrainte, c'est à bon compte que la clique dirigeante du PCF a pris ses distances, du bout des lèvres, vis-à-vis des camps de travail en URSS. Car tout en laissant entendre que des divergences tactiques existent entre la clique révisionniste de Moscou et la sienne, Georges Marchais a réaffirmé hier dans son long rapport verbeux le soutien total du PCF à la politique expansionniste et agressive du social-impérialisme russe, et s'est livré à une violente attaque antichinoise émaillée des plus basses calomnies.

Voilà quelque chose qui devrait bien faire réfléchir : Georges Marchais et sa clique n'ont pas cessé d'être des chefs de file des forces prosoviétiques au moment où Moscou se livre à une accélération des préparatifs de guerre avec les impérialistes américains.

A cet égard d'ailleurs, les révélations du mathématicien Leonid Pliouch que nous avons rapportées hier ne manqueront pas de retenir l'attention de l'opinion publique. Le citoyen soviétique, contraint à l'exil de sa patrie d'origine, a en effet largement souligné que

l'Union soviétique n'est plus socialiste, mais soumise à un régime de « capitalisme d'État ». Donc un régime impérialiste. Marchais et sa clique, bourgeois bureaucratiques français, sont donc bien les agents de la subversion du social-impérialisme russe.

Ancien ouvrier des nazis, Marchais est bien aujourd'hui le chef d'une nouvelle 5^e colonne, celle du social-impérialisme russe en France.

La vigilance la plus extrême s'impose donc envers toutes ses manœuvres.

A la recette principale des postes de Paris

NON AUX JOURNEES D'ACTION BIDON !

Alors que depuis un mois les adhérents et sympathisants CFDT du Département (agents de tri), de la Distribution (facteurs, préposés, conducteurs, triporteurs) et du Transbordement (préposés acheminement) lancent une campagne d'agitation popularisant la revendication des 35 heures hebdomadaires par le samedi libre sans diminution de salaire, les bureaucrates fédéraux CGT et CFDT, au mépris de la démocratie syndicale parachutent une nouvelle

grève-bidon de 24 heures. Aucune section locale n'a été consultée : les postiers ont appris la nouvelle soit par la radio, soit par l'Humanité-Blanche. La section CGT de Paris recette principale, dirigée par les traîtres du PCF, s'est purement et simplement alignée sur les positions fédérales. Quant à la CFDT, réformiste parce que incapable de répondre sur le fort courant d'opposition, demandait de respecter la discipline syndicale.

(Suite page 5)

Catastrophe de Liévin DECISIONS DU JUGE PASCAL CONFIRMÉES

La chambre d'accusation de Douai a rendu un arrêt ordonnant l'inculpation de Augustin Coquide, chef du siège 19 des Houillères de Lens, dont dépend la fosse où s'est produite la catastrophe de Liévin qui coûta la vie à 42 mineurs le 27 décembre 1974.

Coquide avait déjà été inculpé par le juge Pascal

avant que celui-ci ne soit arbitrairement dessaisi du dossier. Le juge lui reprochait d'avoir laissé filtrer du grisou par des murs mal construits ou inexistants, de l'avoir laissé s'accumuler sans le détecter. L'arrêt qui vient d'être rendu confirme donc la justesse de la décision qu'avait prise le juge Pascal.

(Suite page 3)

Djibouti Coup de force du gouvernement français

L'enlèvement mardi à Djibouti de trente enfants français par un commando du Front de libération de la côte des Somalis a connu mercredi un dénouement sanglant après le brutal assaut armé de la gendarmerie. Un enfant et six membres du FLCS ont été tués,

cinq autres enfants blessés dont deux grièvement ainsi qu'une assistante sociale et le chauffeur du car de ramassage scolaire détourné. Un bref échange de coups de feu a eu lieu à cette occasion entre troupes françaises et somaliennes.

(Suite page 2)



Yasser Arafat : Le Liban doit demeurer terre de coexistence et d'union

La Conférence sur «le dialogue islamo-chrétien» qui se tenait à Tripoli (Libye) ces derniers jours, a reçu un message du président de l'OLP dans lequel il déclare : «Le peuple arabe est fermement convaincu que le Liban doit demeurer le pays de la coexistence et de l'union entre toutes les religions, offrant ainsi un modèle et un exemple à tous les peuples.»

Yasser Arafat souligne, dans son message, l'importance de la Conférence de Tripoli qui se tient après onze mois de lutte sanglante au Liban. «Les forces hostiles aux peuples libanais et palestiniens», ajoute-t-il, «ont tenté en vain de donner au conflit un caractère confessionnel et de le présenter au monde comme une lutte entre frères chrétiens et musulmans. Ceci faisait partie du plan de partage du Liban visant à créer un nouvel État qui justifierait l'existence d'Israël. Notre peuple s'est opposé avec force à ce complot car il a toujours cru qu'il était inévitable et nécessaire que les religions monothéistes coexistent dans cette région. La Révolution palestinienne a, dès le début, lancé le slogan de l'État démocratique en Palestine, dans lequel les fidèles de toutes les religions pourront coexister dans l'amour, la paix et la fraternité. Nous avons lutté et nous continuerons à combattre pour la réalisation de cet objectif.»

USA

Les classes moyennes touchées par la crise

Voici le témoignage d'une femme non politisée qui a été attirée par le «mirage américain» il y a quelques années. Elle s'est mariée à un ouvrier californien sans conscience de classe. Après avoir connu le chômage en Californie (fin de la guerre d'Indochine, donc fermeture dans les secteurs d'armement et de l'électronique) ils sont partis dans le nord-ouest, à côté de Seattle.

Voilà ce qu'écrit cette femme : «Il y a des endroits en particulier, tels que xx..., où il y a plus de travailleurs que de travail, beaucoup de chômage, beaucoup de gens qui ne peuvent travailler qu'à mi-temps, parce que leurs employeurs peuvent ainsi se permettre de ne pas leur payer le salaire minimum légal... Les salaires sont étonnamment bas, mais la vie est plus chère que partout à Washington : tout vient de Seattle qui se trouve à 100 km, et coût 1/3 plus cher que là-bas.

«A côté des gens au «Welfare» (assistance publique) et au chômage, il y a les riches pourris qui ne lèvent jamais un doigt pour aider leurs voisins. L'argent est trop sacré pour se donner ou se prêter ! Ceux-là forment le quart de la population. Leur but dans la vie ce sont les 3 «P» (possession, pouvoir et plaisirs).

«... Il faut se serrer la ceinture un peu plus chaque mois puisque la nourriture augmente régulièrement... le seul moyen d'acheter quelque chose... c'est le crédit. Mais ça devient trop facile et un beau jour on se trouve prisonnier de dettes, d'intérêts qui augmentent, etc.»

Djibouti

COUP DE FORCE

DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

SUITE DE LA PAGE UNE

M. Mohamed Said Samantar, ambassadeur de Somalie en France, a publiquement déclaré que son gouvernement condamne cette prise en otage d'enfants. Mais il a tenu à préciser que la Somalie «condamne tous ces actes de violence, ceux dont les enfants sont victimes, comme ceux perpétrés contre la population de Djibouti».

Il est évident que cette affaire ne doit pas être déviée de son axe principal : l'occupation brutale d'un territoire par le colonialisme français qui manifeste clairement qu'il n'entend pas s'en retirer.

C'est dans le but de maintenir sa domination coloniale que les forces de répression françaises sont constamment augmentées à Djibouti. Quatre mille soldats environ de l'armée de terre, de l'aviation et de la marine stationnent dans le «territoire français des Afars et des Issas». Ces unités sont

armées de blindés légers AMX 13, et d'AMX équipés de missiles antichars «sol-sol» ainsi que d'avions et d'hélicoptères.

Cette présence massive des troupes françaises té-

moigne de la volonté affirmée qui est celle de toute la population de Djibouti, qu'ils soient Afars ou Issas : que la France s'en aille tout de suite et complètement.

Roumanie

Ceausescu défend la notion de dictature du prolétariat

Nicolas Ceausescu, secrétaire général du Parti communiste roumain, a défendu mercredi le principe marxiste de la dictature du prolétariat.

Dans un discours sur l'évolution politique et économique de son pays, devant le Congrès des conseils populaires départementaux mercredi à Bucarest, M. Ceausescu a estimé que la dictature du prolétariat est, dans la période de transformation de la so-

ciété capitaliste en société socialiste, «la forme de gouvernement la plus démocratique et la plus populaire, entièrement subordonnée aux intérêts vitaux des masses laborieuses».

«La dictature de la classe ouvrière», a-t-il dit, s'exerce exclusivement contre les forces réactionnaires qui s'opposent au progrès social et tentent d'entraver le processus de renouvellement démocratique de la société».

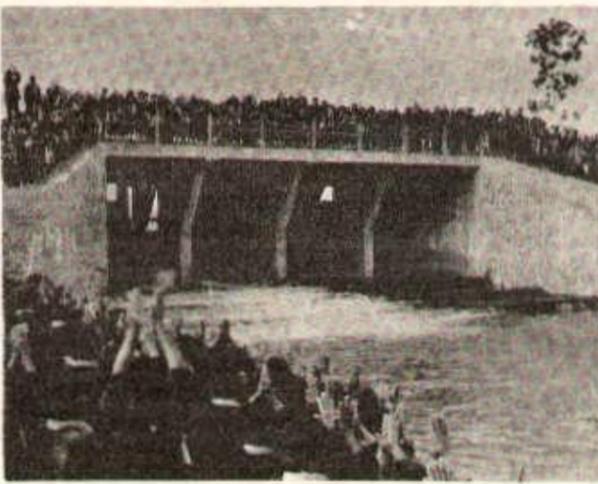
NOUVELLES DU CAMBODGE

«La récolte du riz est terminée. Creusons de nouveaux canaux d'irrigation, édifions de nouvelles digues». Tels sont les mots d'ordre répétés par la radio cambodgienne, à l'issue de la campagne de récolte du riz. Celle-ci a été satisfaisante et permet ainsi une amélioration réelle du niveau de vie de la population.

S'adressant plus particulièrement aux paysans, la radio rappelle en ce moment les 6 tâches essentielles des coopératives agricoles qui s'édifient dans tout le pays :

- Rassembler les forces populaires pour cultiver, creuser de nouveaux canaux, fabriquer des produits artisanaux.
- Assurer les transports de la coopérative et ceux de l'État.
- Élever le niveau culturel des paysans, se préoccuper de l'hygiène, de la santé, des études politiques, organiser les loisirs.
- Organiser la commercialisation des marchandises.
- Organiser la défense nationale.
- Gérer la vie du peuple dans tous ses aspects.

La jeunesse cambodgienne est également pleinement mobilisée au service du peuple et de la révolution et assume une part importante



Inauguration d'un nouveau réservoir hydraulique. (Photo Chine Nouvelle)

dé responsabilité dans l'organisation du nouveau Cambodge.

Après s'être doté d'une nouvelle constitution, le pays élira le 20 mars prochain une assemblée nationale de 250 membres. Celle-ci comprendra 150 représentants des paysans pauvres, 50 des ouvriers et 50 d'autres combattants révolutionnaires.

L'assemblée sera chargée de voter des lois, et de déterminer la politique intérieure et étrangère du pays.

Ces élections, organisées en vertu des articles 5 et 6 de la nouvelle constitution, se feront par vote individuel et secret.

Le ministre cambodgien de l'Information en annonçant la date a appelé le pays à élire ceux qui ont «lutté pour libérer notre pays, ceux qui sont fidèles au peuple, qui ont une haute conscience révolutionnaire et un sens élevé de la nécessité de promouvoir notre économie, notre défense et la reconstruction de notre pays». Il a rappelé que les ouvriers, paysans et combattants révolutionnaires cambodgiens s'efforçaient tous activement d'établir un Cambodge uni, pacifique, neutre et non-aligné. La société cambodgienne a-t-il conclu, veut «l'égalité, la vraie démocratie, sans riches ni pauvres, sans oppression».



MANIFESTATIONS PALESTINIENNES EN TERRITOIRE OCCUPÉ

De nouvelles manifestations se développent en Palestine occupée.

Les étudiants de Naplouse, Ramallah et Bira ont boycotté les cours pour prendre part à ces manifestations de masse contre l'occupation sioniste, en dépit de la répression et des arrestations menées par les troupes et la police sionistes.

LE COMMANDEMENT NORDIQUE DE L'OTAN ET LA MENACE SOVIÉTIQUE

Le commandement nordique de l'OTAN vient de se réunir deux jours pour discuter de la menace croissante que l'URSS fait peser sur la Norvège et le flanc nord de l'OTAN par la concentration militaire qu'elle entretient sur la péninsule de Kola et en mer Baltique.

Cette réunion, fondée sur un rapport de l'Institut international des études stratégiques de Londres, a examiné le problème posé par l'existence dans la péninsule de Kola de la base navale la plus grande du monde.

Le Commandant en chef de la Norvège a mis l'accent sur la nécessité de renforcer les forces navales et aériennes dans le sud de son pays face à l'expansionnisme militaire soviétique dans la région.

OUA

LE MARECHAL AMINE DEMANDE L'ARRET DES COMBATS

Le maréchal Idi Amine, président de l'Ouganda, a envoyé mardi un message au chef du MPLA, le docteur Agostino Neto, lui demandant d'arrêter les combats et d'accepter de s'asseoir à une même table de conférence avec les deux autres mouvements angolais, l'UNITA et le FNLA.

En sa qualité de président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le maréchal Amine déclare qu'il souhaite voir restaurer la paix en Angola avant la fin de l'année. Il ajoute que le FNLA et l'UNITA sont disposés à entreprendre des conversations et à constituer un gouvernement d'unité nationale. Le président ougandais propose d'envoyer pour sa part des émissaires et un médiateur. Dans des messages identiques qu'il leur adresse, le président de l'OUA met en garde l'UNITA et le FNLA contre l'utilisation de «mercenaires» et leur demande de les expulser immédiatement.

ESPAGNE

UN DEMENTI DU FRAP

Le FRAP — Front révolutionnaire antifasciste et patriote — réfute énergiquement la nouvelle selon laquelle il aurait procédé à sa dissolution. Ce n'est pas la première fois que la fin du FRAP est ainsi annoncée par ceux qui prennent leurs désirs pour la réalité. Bien au contraire, le FRAP renforce actuellement son implantation dans tous les secteurs populaires. Des tracts signés du FRAP ont été distribués dans les grandes manifestations récentes, notamment à l'Université autonome de Barcelone.

nouvelles intérieures

Marseille

LA LUTTE AU COUTEAU
POUR LA MUNICIPALITE
A COMMENCE

Lundi matin François Moscati, secrétaire général FO des éboueurs municipaux, était agressé par Vincent Manca, responsable CGT et membre du PCF. Il devait être hospitalisé à la suite de cette agression. Il s'agit là non d'un conflit de classe intéressant les travailleurs municipaux pour leurs revendications mais bel et bien de l'escalade pour la bataille électorale visant à la possession de la municipalité.

Déjà, il y a quelques mois, sans même consulter les travailleurs, le PCF et les dirigeants CGT du métro (qui n'ont toujours fait que freiner les luttes quand ils ne jouaient pas ouvertement le rôle de jaunes) ont orga-

nisé une journée « portes ouvertes » dans le chantier du métro avec députés et conseillers généraux révisionnistes... mais sans les travailleurs. Tout cela dans le but de « coincer » Defferre, récoltant d'ailleurs un fiasco complet dans cette opération publicitaire. Le grave incident de lundi matin montre que les révisionnistes n'hésitent pas sur le choix des moyens. Il est vrai qu'ils sont ultra minoritaires chez les éboueurs, ce qui a permis au maire de Marseille, Gaston Defferre, de déclarer vertueusement :

« Vincent Manca, militant de la CGT et du PCF qui a frappé et blessé François Moscati, considère-t-il que désormais, pour la minorité

qu'il représente, la violence et les coups doivent remplacer les arguments ? Faut-il envoyer les responsables syndicaux à l'hôpital plutôt que de convaincre les travailleurs ? Ce sont des mœurs de fascistes, de gangsters, qui rappellent singulièrement ce qui se passe dans la région parisienne, dans certaines usines dominées par des milices patronales, que la CGT et le PCF dénoncent. »

De toute façon dans tout cela les intérêts des travailleurs municipaux sont complètement perdus de vue. Maintenant comme à l'avenir, ils ne risquent pas de se laisser manipuler pour des fins aussi basement électoralistes.

Portrait d'un ennemi de la dictature du prolétariat
GEORGES MARCHAIS, DIT LE MENTEUR

Georges Marchais n'est pas un traître. Rendons-lui cette justice. Un traître est en effet quelqu'un qui dans le passé a défendu une cause juste puis l'a reniée. Marchais, lui, a toujours été fidèle à lui-même. Il a toujours été dans le même camp : celui de la contre-révolution.

Voici quelques faits et quelques dates qui marquent sa carrière.

1942 : les communistes mènent alors un combat héroïque contre l'occupant nazi. Nombre d'entre eux sont assassinés par les hitlériens. Le PCF méritera alors le titre glorieux de Parti des fusillés. Gabriel Péri, Danielle Casanova, Guy Mocquet tombent dans la lutte antinazie.

Pendant ce temps, Marchais est en Allemagne. Il travaille dans les usines Messerschmidt où il fabrique des obus qui seront utilisés pour tenter vainement de briser la résistance du peuple soviétique dirigé par Staline.

Ce fait, Marchais cherchera à le dissimuler quand, bien après la guerre, il entre au PCF. La biographie qu'il rédige « oublie » ce détail. C'est l'ancien dirigeant FTP Charles Tillon qui, il y a quelques années, révéla ces faits. Pourquoi Marchais a-t-il menti ? S'il avait été requis comme il le prétend pourquoi aurait-il dissimulé ? C'est bien pourquoi il est permis de penser que Marchais a été VOLONTAIRE pour aller travailler en Allemagne nazie.

D'autant plus que nous croyons savoir que Marchais n'est pas titulaire de la carte des travailleurs requis. S'il avait été réellement contraint par la force à se rendre en Allemagne, rien n'était pour lui plus simple que d'obtenir cette carte. Autre chose, en 1973, alors qu'il était mis en cause, il fit dire par la bouche d'un avocat qu'il allait fournir les preuves le disculpant. On attend toujours...

Quoi qu'il en soit, c'est une insulte à la mémoire des fusillés qu'un tel individu soit aujourd'hui à la tête du PCF. Même s'il avait été requis, il pouvait faire ce qu'ont fait tant d'autres : s'enfuir pour rejoindre le maquis.

Entré au PCF sur ce mensonge, Marchais devait gravir les échelons de la hiérarchie au rythme de la dégénérescence de ce parti. Il se distingua en particulier dans la calomnie contre les communistes chinois et albanais, ainsi que contre les militants communistes français restés fidèles au marxisme-léninisme. C'est sous sa plume qu'en janvier 1968 parut un texte haineux en première page de l'« Humanité » contre le Parti communiste marxiste-léniniste de France qui venait de se créer et dont le congrès avait été attaqué par une bande armée du PCF. Marchais y continue dans sa spécialité : le mensonge. Il y déverse de grossières calomnies sur « l'or de Pékin ».



Arrive Mai 68. A Paris, les étudiants affrontent la répression. Georges Marchais reprend sa plume. Tandis que les CRS matraquent, lui, calomnie en ces termes : « Non satisfaits de l'agitation qu'ils mènent dans les milieux étudiants, agitation qui va à l'encontre des intérêts de la masse des étudiants et favorise les provocations fascistes, voilà que ces pseudo-révolutionnaires émettent la prétention de donner des leçons au mouvement ouvrier. De plus en plus on les trouve aux portes des entreprises ou dans les centres de travailleurs immigrés distribuant tracts et autre matériel de propagande. Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués, car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes... »

Alors que les dirigeants des quatre grandes organisations agricoles étaient, hier mercredi, les hôtes à dîner du premier ministre, à l'Hôtel Matignon, les petits viticulteurs, eux, se préparent à la lutte.

Ils ont dès maintenant, le soutien de l'ensemble des commerçants, artisans, ouvriers et employés qui participeront aussi aux grandes manifestations qui doivent se dérouler aujourd'hui jeudi dans les quatre départements gros producteurs de vin : Gard, Hérault, Aude et Pyrénées-Orientales.

Ils ont pris pour mot d'ordre « Volem viure al país » (nous voulons vivre au pays) et entendent ainsi protester non seulement contre la crise viticole, mais aussi contre

le marasme économique qui frappe une région où le pourcentage de chômeurs est l'un des plus importants de France.

Quatre grands rassemblements départementaux sont prévus : à Perpignan, pour les Pyrénées-Orientales, Carcassonne pour l'Aude, Montpellier pour l'Hérault, Nîmes pour le Gard et les départements viticoles voisins.

Dès 10 heures jeudi matin, les vignerons doivent se rassembler dans leur village, devant la mairie ou la cave coopérative. A 11 heures les tocsins se mettront en mouvement pour accompagner le départ des cars de manifestants vers le lieu des grands rassemblements prévus. Des manifestations de rues sont prévues après les meetings centraux.

MECONTENTEMENT
DANS LA FONCTION
PUBLIQUE

Les fonctionnaires manifestent aujourd'hui 5 février, pour l'augmentation de leur salaire.

Selon la CFDT, un demi-million d'agents du secteur public gagnent encore moins de 2 000 F nets par mois, sur les 2 320 000 fonctionnaires et 800 000 agents des collectivités locales de la fonction publique.

La journée doit être marquée par un certain nombre

de manifestations à Paris et dans les grandes villes de province. Dans plusieurs administrations, des consignes de grève de 24 heures ont été lancées, notamment dans les PTT, les douanes, les arsenaux, les agents communaux et les hospitaliers.

Les mineurs s'associeront à cette journée de protestation par des débrayages et des baisses de la production.

Liévin

Les décisions du juge
Pascal confirmées

(Suite de la page 1)

Dans un communiqué commentant cette inculpation, la fédération CFDT des mineurs déclare :

« Il faut continuer à agir pour que la vérité éclate et qu'on aboutisse à situer la responsabilité des houillères et du service des mines qui n'ont pas pris les mesures qui auraient pu diminuer la situation des risques dans laquelle étaient placés les 42 mineurs victimes. Les vraies responsabilités se situent à ce niveau. »

De son côté, le juge Henri Pascal qui avait le premier instruit l'affaire de la catastrophe de Liévin, ne s'est pas déclaré surpris par l'annonce de la nouvelle inculpation ordonnée à l'encontre de M. Augustin Coquide, chef de siège des houillères, que M. Pascal avait lui-même inculpé d'homicide et blessures involontaires le 5 juin 1975.

« Je rends hommage à la chambre d'accusation, a déclaré le juge, de ne pas avoir tenu compte du rapport du service des mines qui avait été fait contrairement à toutes les données du problème constatées par moi et par les parties civiles. »

« L'arrêt de la chambre d'accusation, a poursuivi M. Pascal, prouve qu'on n'a pas réussi à annuler dans le dossier un certain nombre de pièces que le procureur général aurait voulu qu'on annule. La suppression de ces pièces aurait entravé la recherche de la vérité. « Ce n'est pas le cas, a ajouté le juge, on n'a annulé que des pièces de pure forme et rien qui concerne le fond de l'affaire, le magistrat qui me remplace a donc disposé exactement des mêmes éléments que ceux dont je disposais au moment où j'ai été dessaisi du dossier : il était donc absolument obligé d'inculper. »

Le juge Pascal a encore déclaré que si, lui, avait l'intention de remonter dans la hiérarchie après la première inculpation, il craignait que maintenant « on veuille uniquement descendre. »

M. Henri Pascal a enfin indiqué qu'il était « heureux que l'information n'ait pas été tenue secrète », soulignant que « c'est le secret de l'instruction qui permet toutes les anomalies qu'on a pu enregistrer jusqu'à ce jour dans l'histoire de la justice. »



la France des luttes

Rassemblement national ouvrier du 14 février

PARIS-RHÔNE (LYON)

Le CDHR Lyon 8^e qui travaille principalement autour de l'usine Paris-Rhône sera présent au Rassemblement du 14 février.

Nous envisageons et nous préparons d'ailleurs des panneaux relatant l'historique de la section CFDT de Paris-Rhône qui regroupe la grande majorité des travailleurs combattifs, et le déroulement de la grève avec occupation qui a eu lieu récemment.

Ces panneaux seront accompagnés d'une bande dessinée rappelant les points marquants de la lutte. Il y aura aussi des photos et des tracts (HR, CFDT). Trois ouvriers de la boîte au moins seront présents.

Il nous faudrait un coin de mur de trois mètres de long environ avec si possible une table pour diffuser un bilan résumé de la grève et pour mettre en consultation une collection complète des tracts HR sur la boîte depuis le début de notre intervention.

S'il y a des modifications dans ce que nous allons faire (il est possible que des

ouvriers d'une autre boîte Paris-Rhône montent aussi à Paris pour exposer ce qu'ils ont fait dans leur coin où la CGT seulement est implantée) nous vous réécrivons.

Recevez, chers camarades, nos encouragements les plus sincères.

USINE RHÔNE-POULENC
VITRY-SUR-SEINE

Nous apprécions le Rassemblement national ouvrier du 14 février comme une excellente initiative qui, nous le pensons, répond aux aspirations de milliers de travailleurs révolutionnaires dans notre pays.

En ce qui nous concerne, nous désirons contribuer à ce grand rassemblement par un stand : où nous donnerons quelques éléments de connaissance sur le trust Rhône-Poulenc, son implantation, son chiffre d'affaires. Nous relaterons aussi la dernière action contre le chômage partiel et les licenciements.

D'autre part, nous disposerons d'un montage diapos sonore de 20 minutes environ sur une grève qui s'est déroulée en octobre 1972 à

l'usine ; nous pouvons aussi contribuer à un stand sur la santé des travailleurs, en donnant l'exemple d'une mobilisation pour aboutir à la condamnation de Rhône-Poulenc dans un cas de décès par maladie professionnelle.

Voilà ! Nous n'avons pas encore de réponse en ce qui nous concerne sur la participation d'autres usines du trust ; si d'ici le 14 février il y a du nouveau, ce ne serait pas mal de regrouper les différents stands.

Les communistes ml
de Rhône Poulenc
Vitry-sur-Seine
avec des travailleurs

RAYMOND-BOUTON
(GRENOBLE)

Pour le 14 février

1) Nous avons fait une réunion un soir, à laquelle nous avons invité largement par tract-convocation : lecteurs du journal, ouvriers combattifs, amis...

La réunion a bien marché (nouveaux participants, bonnes discussions). Nous avons regardé ensemble l'émission de télé (FR3) de

L'Humanité rouge qui avait été enregistrée sur magnétoscope par d'autres camarades, et après nous avons discuté du Rassemblement ouvrier de Paris.

2) Nous irons à Paris avec plusieurs panneaux représentant la boîte et racontant les dernières luttes (40 heures et lutte contre le licenciement de Guagenti).

Nous ferons aussi un panneau sur le Comité d'entreprise, qui ne sert pas les intérêts de la grande masse des travailleurs, mais ceux d'une petite minorité bureaucratique.

Enfin, nous exposerons les tracts et bulletins marxistes-léninistes parus dans la boîte ces derniers temps.

Il y aura aussi quelques photos, des caricatures, et même une chanson réalisée au moment de la grève pour les 40 heures.

Enfin, nous amènerons quelques pièces de l'usine pour faire voir le travail que nous faisons.

A bientôt.

Les camarades de
Raymond-Bouton

PREMIERE SEMAINE D'ACTION A
L'ARSENAL DE LORIENT

L'Arsenal de Lorient emploie 4 000 travailleurs de la Marine nationale, dont des charpentiers, chaudronniers, soudeurs, personnel de bureaux, techniciens, etc.

Lundi 26 janvier, après de longues négociations infructueuses entre les syndicats (CGT et CFDT) et la direction, les travailleurs des ateliers et des bords sont passés à l'action : ils prennent leur 10 minutes avant chaque débauche, pour se changer aux vestiaires.

Pendant toute la semaine, les vestiaires seront fermés (à part un atelier) : les travailleurs se rendent alors 10 minutes avant l'heure devant le casier de pointage.

Vendredi 30 janvier, à l'heure de midi, les ingénieurs, chefs d'ateliers, tentent d'indimider les travailleurs en leur demandant leur nom et le matricule : «vous êtes en infraction» disent-ils.

Certains chefs vont jusqu'à supprimer les bons de douche.

Le mécontentement monte chez les ouvriers, certains parlent de défoncer les portes des vestiaires ; d'autres disent : «même s'ils nous donnent les 10 minutes, on n'arrête pas, on a d'autres revendications !».

Correspondant HR

Au cours d'une journée porte ouverte :
L'INSOLENCE DE KRINITY,
DIRIGEANT CGT

Samedi 31 janvier, «journée porte-ouverte» à l'usine SOGEMAT, occupée par les travailleurs depuis la mi-décembre pour s'opposer et lutter contre les 130 licenciements et la fermeture de l'usine.

Des militants marxistes-léninistes discutaient avec les travailleurs dans le local d'accueil, lorsque le permanent de l'Union locale CGT, Krinity, est arrivé, en s'excusant auprès des travailleurs de n'avoir pas pu venir avant. De suite il se lance dans une série d'attaques contre la classe ouvrière et la CFDT... Puis, content de lui, continue ses «beaux discours» sur la composition de la commission paritaire de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), qui juge de l'attribution des indemnités à 90 % aux travailleurs licenciés pour raisons économiques et à laquelle assistent les syndicats. Il met alors dans le même sac FO, CGC, CFTC et... CFDT pour vouloir dire enfin que dans cette commission la CGT était majoritaire et donc seule à défendre les travailleurs !

Bien parti alors pour critiquer la CFDT, il continue en parlant du «traître à sa classe», l'OS de Peugeot, délégué CFDT, nommé auprès de Stoléro.

Des adhérents de base CGT présents lui disent alors explicitement qu'il fait là une attaque au syndicat. Mais le traître Krinity savait très bien ce qu'il faisait. Il faut bien qu'il rassure les adhérents en disant à longueur de temps : «c'est nous les meilleurs». Alors que leur ligne de trahison transpire la collaboration avec la bourgeoisie.

Correspondant HR Lorient

ERICSSON (BREST) :
COMME LA DIRECTION, LE PCF S'OPPOSE
A LA SOLIDARITÉ ENTRE TRAVAILLEURS

Chez Ericsson (construction téléphonique, près de 1 000 travailleurs, en majorité des femmes, OS) les travailleurs découvrent chaque jour un peu plus le vrai visage des soi-disant communistes du PCF. En décembre ils ont voulu imposer aux délégués du personnel sur leurs heures de délégation une discussion avec des pontes du Comité central de leur parti révisionniste. Ils ont essayé un cinquantième échec.

Le 22 janvier ils ont voulu s'opposer à ce que les travailleurs de chez Ericsson soutiennent les travailleurs des salaisons Jaouen (Sud-Finistère). Ces derniers, en lutte contre les licenciements, vendent les produits fabriqués pendant l'occupation de leur usine. Alors que d'habitude les trusts capitalistes comme Larousse... ont droit à des locaux (chauffés...) à l'intérieur de l'entreprise pour vendre leur camelote, le 22 janvier, en chœur, la direction, la CGT, le Comité d'établissement ont interdit aux ouvriers de chez Jaouen d'effectuer leur vente à l'intérieur de l'usine. C'est donc dehors, sur le parking extérieur, dans le froid que s'est effectuée la vente de soutien. Malgré cela, les travailleurs de l'usine Ericsson ont été nombreux à participer à cette action de solidarité, donnant ainsi une gifle magistrale à la direction et au PCF.

Comme le soulignent les marxistes-léninistes de l'usine : «plus la lutte de classe ira en s'aiguissant et plus ils recevront des claques de ce genre et c'est une bonne chose !».

Correspondant HR

Sotracomet (Mézières-les-Metz)

Monsieur Marchais, savoir mentir s'apprend aussi ...
et vous le faites très mal

C'est sous le titre «Savoir lutter s'apprend aussi» qu'est paru dans l'Humanité du 3.2 un article sur la lutte de la Sotracomet (Mézières-les-Metz, entreprise de construction métallique — 100^e jour de grève avec occupation). Après 3 mois d'absence et de silence, le PCF, sous la plume de Noël Fontaine, veut justifier sa trahison dans le soutien apporté à la

lutte des travailleurs de Sotracomet. N'hésitant pas à user de son arme favorite, le mensonge et la calomnie, il présente cette lutte comme étant «réformiste, profondément anticommuniste».

D'après les révisionnistes, les responsables de la situation d'impasse dans laquelle se trouverait le conflit, seraient les travailleurs

eux-mêmes et la CFDT irresponsable !

Toujours à en croire cet envoyé très spécial, les militants du PCF, eux, n'auraient eu de cesse de travailler — bien qu'ils se soient heurtés à l'incompréhension des travailleurs — à la victoire de la lutte ! Qui, le PCF, veut-il tromper ? Sûrement pas les ouvriers de la Sotracomet, qui savent très bien

à quoi s'en tenir en ce qui concerne les propos diffamatoires du PCF. Ils ont pu juger sur pièce de sa trahison.

Du reste, le PCF s'est bien trop démasqué à leurs yeux pour pouvoir aujourd'hui se dédouaner.

Les dirigeants du PCF veulent simplement limiter les dégâts. Le juste conflit de la Sotracomet contre les licenciements, pour la défense de l'emploi a, dès le départ, ennuyé les dirigeants du PCF.

Tous les prétextes dès lors furent bons pour saboter la lutte.

Mais, malgré ce sabotage, grâce à la combativité des travailleurs, grâce au développement de la solidarité, la lutte a pu être connue et soutenue dans la région. C'est ce moment que le PCF a choisi pour tenter d'arrêter le discrédit qui circule sur son organisation.

Sur la défensive, à grand renfort de mensonges et de calomnies, il tente cette dernière manœuvre.

De leur côté les militants marxistes-léninistes assurent les travailleurs en lutte, qu'ils n'hésiteront pas à dénoncer comme il se doit cette dernière tentative de sabotage et qu'ils mettront tout en œuvre pour apporter une contre-information.

Cela prouve également, une fois de plus, qu'il importe d'adopter une juste attitude de fermeté, face aux diviseurs et saboteurs que sont les dirigeants du PCF et de la CGT.

Correspondant HR

Ronéo-Noyon (Oise)

L'OCCUPATION SE POURSUIT AVEC
TOUJOURS PLUS DE DETERMINATION
La direction et le médiateur se dérobent

L'usine est composée pour ainsi dire d'OS payés pour la plupart au SMIG ou même en-dessous, ils sont en grève principalement pour des revendications de salaires.

Après l'ordonnance en référé pour faire évacuer de l'usine les délégués syndicaux, la direction avec le médiateur ont refusé lundi de discuter avec les organisations syndicales CFDT et CGT du fait que des responsables syndicaux du département étaient eux aussi présents. La réunion était donc reportée à mercredi 4 février à 9 h ; cette fois, la direction et le médiateur étaient absents. La direction vient même de changer d'avocat et entend entreprendre d'autres pressions, tentant ainsi de briser la mobilisation.



Malgré les pressions de toutes sortes, refus de discussions, flics qui circulent presque en permanence aux alentours de l'usine, les travailleurs de chez Ronéo-Noyon et leurs organisations syndicales entendent continuer leur action et l'occupation de l'usine, qui est large-

ment suivie, jusqu'à entière satisfaction, et ils déclarent notamment : «la direction cherche à laisser pourrir le mouvement, à décourager certains par le manque à gagner, mais rien ne saura nous arrêter, il y a trop longtemps que nous sommes sous-payés.»



la France des luttes

Luttes dans le trust Thomson

Auxillic (filiale de Thomson) à Méru (Oise) : OCCUPATION POUR DE MEILLEURS SALAIRES

Les 500 travailleurs d'Auxillic sont en grève avec occupation depuis 15 jours pour l'augmentation des salaires qui sont très bas (tout comme à Ronéo Noyon) avec une majorité de travailleurs OS. Cette usine travaille principalement pour l'armement et son gros client est Dassault.

Un 1er référé a été demandé par la direction contre les délégués, pour tenter d'arrêter l'occupation, mais chose vaine, les travailleurs continuent d'occuper. Un 2^e référé cette fois assigne 39 travailleurs avec ordre d'expulsion de l'usine.

La direction veut négocier, mais à Beauvais ; les travailleurs disent « non, on

négocie à Auxillic », la direction n'entend pas discuter et laisse traîner les choses. Aussi les travailleurs sont déterminés, il n'est pas question pour eux d'évacuer l'usine sans avoir eu la garantie que satisfaction leur sera donnée.

**Chauny (Aisne)
L'OCCUPATION
EST LARGEMENT
SUIVIE**

Les 900 travailleurs de l'usine occupent depuis lundi.

Les revendications essentielles sont : le paiement des heures de grève depuis le 31 janvier 76, le salaire garanti sur la base de 40 heures (une partie du personnel était en chômage partiel et faisait 36 heures), les 40 heures pour le reste de l'usine (actuellement 43 heures) qui n'est pas touché par le chômage partiel, non à tout licenciement (80 emplois

devant être bientôt supprimés) etc.

Là aussi les travailleurs sont déterminés à lutter jusqu'à entière satisfaction.

**Thomson-CSF
Thonon-les-Bains :
POURSUITE DE
L'ACTION CONTRE
LA DISPARITÉ
DES SALAIRES**

Depuis le 13 janvier 1976 les travailleurs sont en grève contre la disparité des salaires. Ils réclament une augmentation de 300 F pour les OS, de 250 F pour les OP, et de 200 F pour la maîtrise.

La direction, comme chaque jour, se retrouve avec les grévistes et les non-grévistes, mais mardi matin seul le piquet de grève était derrière le portail. La commission départementale de conciliation devait se réunir mercredi 4 février à la cité administrative d'Annecy.

Comme ailleurs dans les usines du groupe Thomson, les travailleurs sont déterminés à lutter jusqu'à la victoire et ils sauront, soyons-en sûrs, déjouer toutes provocations.

NON AUX JOURNEES D'ACTION BIDON !

(Suite de la page 1)

Une nouvelle fois les fédérations CGT et CFDT de la fonction publique appellent à une grève de 24 h le jeudi 5 février soi-disant pour protester contre le cirque des négociations salariales annuelles. Les postiers savent par expérience à quoi s'en tenir quant aux résultats de ces négociations. Elles ne leur ont jamais rien apporté et ne leur apporteront jamais rien. La politique contractuelle de la bourgeoisie n'a qu'un seul but : attirer les travailleurs dans le piège de la collaboration de classe. Comme d'habitude les accords qui en résulteront seront signés sur le dos des travailleurs, avec les signatures de FO et de la FEN à la clé !

Quel est le véritable jeu des dirigeants CGT et CFDT

Ils présentent FO et la FEN comme étant des syndicats de collaboration de classe (ce qui est évident pour les travailleurs) pour se faire passer pour des authentiques syndicats de lutte de

classe. Parlons en ! On ne nous fera pas croire qu'une grève de 24 h parachutée par une poignée de bureaucrates syndicaux nous permettra d'obtenir satisfaction sur les 2 000 F minimum et les 300 F d'augmentation uniforme pour tous. Face au développement des luttes révolutionnaires des masses populaires, l'inefficacité de ces grèves de 24 h servent à démobiliser les travailleurs. D'ailleurs dans un des derniers numéros de l'« Usine nouvelle » les patrons du CNPF n'ont-ils pas reconnu le rôle de soupape joué par ces grèves !

**Non au syndicalisme de collaboration de classe !
Vive le syndicalisme de lutte de classe !**

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge ne sont pas par principe opposés aux grèves de 24 h. Pour nous les formes prises par la lutte de classe vont de la pétition à la grève insurrectionnelle. Encore faut-il déterminer les formes d'action correspondant à la

situation concrète du moment, aux objectifs et à la volonté des travailleurs. Ne pas appliquer ce juste principe, c'est soit tomber dans la collaboration de classe, soit tomber dans l'aventurisme. Dans l'un ou l'autre cas, les travailleurs connaissent l'échec.

Camarade postier, avec les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge refuse de participer à cette opération mystificatrice. Une seule solution : la lutte classe contre classe, unis à la base et dans l'action pour : 200 F minimum brut ; 300 F d'augmentation uniforme ; contre tout licenciement et pour la titularisation des auxiliaires ; 35 h hebdomadaires par le samedi libre ; retraite à 55 ans pour tous.

A bas le syndicat jaune FO, à bas les dirigeants traîtres du P«C»F à la CGT et leurs alliés réformistes à la CFDT, classe contre classe nous vaincrons.

Un facteur de Paris RP au nom de tous ses camarades et les communistes ml

Rencontre entre la CFDT et l'Union générale des travailleurs algériens

Récemment deux délégations de la CFDT et de l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens) se sont

rencontrés à Paris. Un communiqué publié par la CFDT indique que les deux délégations ont mis au point un programme de travail en commun qui doit permettre « à très brève échéance de

développer leurs efforts au service des travailleurs. »

Le bilan de cette rencontre doit être tenu pour positif, d'autant que jusqu'à ce jour la direction de la CGT a toujours essayé de jeter son exclusive sur l'UGTA, de l'isoler des autres syndicats et de l'entraîner sur les positions bourgeoises du faux Parti communiste français.

Avec José Bidegain, patron de la chaussure

DES PAROLES... AUX ACTES

« Pour surmonter la crise, la France doit chercher plutôt à développer ses entreprises qu'à les pénaliser. Car ce sont elles qui apportent des ressources aux individus et à la nation. »

C'est José Bidegain qui parle. José Bidegain, le délégué général de la Fédération de l'industrie de la chaussure, membre du Conseil exécutif du CNPF, ancien président du Centre des jeunes patrons, celui que « l'Aurore » gratifie du titre de « tête d'affiche du monde des entreprises ».

Considérant que « quatre ou cinq années difficiles sont encore devant nous », Bidegain estime que doit être réglée la question de « l'emploi pour les jeunes générations, car, si des mesures exceptionnelles ne sont pas prises, le nombre des jeunes chômeurs s'accroîtra. Il y aura dégradation d'année en année. »

Parmi ces mesures, Bidegain en connaît au moins une : « Le dialogue » qui doit être « poursuivi à l'occasion du VII^e Plan ». Avec cela finis les licenciements, fini le chômage...

Voilà pour la leçon, voyons maintenant comment la « tête d'affiche » des capitalistes passe aux travaux pratiques.

A Fougères, la ville de la chaussure, la liste des entreprises qui ferment leur porte continue de s'allonger. La semaine dernière, ce sont les établissements Réhault qui ont déposé leur bilan et provoqué le licenciement de 600 ouvriers. Et ce n'est pas fini, puisqu'aujourd'hui à Fougères plus d'un travailleur de la chaussure sur cinq est menacé de licenciement et de chômage pour une longue période, peut-être pour certaines familles d'exode.

Entre les paroles et les actes chez les capitalistes il y a de quoi mettre des centaines et des milliers de licenciements.

Après la fermeture du lycée Dupuy-de-Lome à Lorient,

LES ELEVES TIRENT LES PREMIERES LEÇONS DE LA GREVE

Au lycée Dupuy-de-Lome, les élèves ont engagé la lutte contre la répression et notamment contre le régime répressif de l'internat. Ils s'opposent à ce qu'on supprime aux internes garçons leur unique sortie hebdomadaire, sous quelque prétexte que ce soit ; ils s'opposent à la censure et en particulier à l'interdiction qui est faite aux élèves de seconde de regarder les informations télévisées à vingt heures.

Le 27 janvier ils se réunissaient en assemblée générale, et 70 % des élèves manifestaient dans le lycée. L'après-midi, ils occupaient le réfectoire. Le mercredi la grève continuait. Les élèves organisaient une manifestation avec tous les lycéens de Lorient. Le lendemain matin, les élèves occupaient deux bâtiments. A 10 h les élèves du lycée Colbert venaient leur manifester leur soutien. Et c'est à midi que le proviseur annonçait la décision du ministre Haby de fermer l'établissement jusqu'au 9 février. D'ores et déjà les élèves tirent les leçons de cette grève notamment concernant les formes de lutte.

L'organisation du mouvement a été conçue de telle façon que l'administration ne s'attendait pas du tout à un mouvement dur, qui puisse continuer plus d'une demi-journée.

Le principe de l'assemblée générale est très juste. Il permet à l'ensemble des élèves de participer aux décisions et de s'opposer aux manœuvres des organisations révisionnistes et des trotskistes.

L'occupation des locaux décidée à l'unanimité le jeudi matin a permis à tous les élèves de démonter la circulaire du proviseur et d'élaborer en commun une plate-forme de lutte avec des revendications bien précises.

- Suppression des colles le mercredi.
- Droit pour les secondes de voir les informations télévisées.
- Liberté de sorties : suppression des contrôles.
- Suppression du chantage (sur le vidage, sur les sorties).
- Suppression des brimades : colles, avertissements...
- Droit d'expression et d'organisation reconnu.
- Meilleures conditions de travail pour les internes : études moins chargées (surtout pour les filles), possibilité de travailler après 21 heures.
- Ouverture du club information tous les jours. Pas de censure des journaux.
- Droit de réunion et d'invitation.

Au cours de la lutte les élèves ont eu à faire face à diverses tentatives de récupération, de la part des responsables du faux PCF en particulier. Ils ont mon-

tré en effet que lorsqu'ils ne les contrôlent pas, ils cherchent à tout prix et par tous les moyens à saboter les mouvements de masse. Ils agissaient par l'intermédiaire de deux organisations qu'ils « chapeautent » : l'UNCAL et le MJCF. Leur faux MJCF, par exemple, a eu le culot de préconiser un règlement par voies

le proviseur, le socialiste Tanguy. Les lycéens en grève n'attendaient rien de telles interventions. La pratique a prouvé qu'ils avaient raison.

Force a été de constater enfin que les syndicats d'enseignants présents dans le lycée se contentaient d'essayer d'imposer aux élèves des formes de lut-



Le 28 janvier, malgré la pluie, les lycéens de Lorient descendent dans la rue pour soutenir leurs camarades du lycée Dupuy-de-Lome. (Photo corr. JCMLF)

de... négociations avec l'inspecteur académique. Chaque fois au cours de leurs manœuvres ils ont eu le soutien des éléments trotskistes.

A noter également une intervention de Lagarde, maire socialiste de Lorient, sollicité par les responsables du faux MJCF soi-disant pour faire pression sur le Conseil d'administration et sur

te qui n'étaient pas les leurs.

Malgré cela, les lycéens du lycée Dupuy-de-Lome ne sont pas démobilisés, au contraire. Et ils sont prêts à continuer leur lutte jusqu'à satisfaction de leurs justes revendications.

Le cercle de Lorient de La Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France

Informations générales

Animateurs de sociétés immobilières, conseillers municipaux gérants d'immeubles sur la sellette

SCANDALES A GOGO

La bourgeoisie ne vit que de vols. Les capitalistes extirpent des profits colossaux en se livrant à l'exploitation effrénée de la classe ouvrière. Rien n'est plus légal — selon les normes de la loi bourgeoise — que leur existence de parasites, leurs vols, leurs crimes. C'est le capitalisme.

Mais tout cela ne constitue encore que la partie visible de l'iceberg. C'est que, non contents d'escroquer en permanence les travailleurs et de s'engraisser ouvertement sur leur dos, les capitalistes se livrent en plus, en sous-main, à d'innombrables trafics, abus de confiance et de pouvoir, détournements de fonds. Ces « revenus d'appoint » illicites se chiffrent par milliards. Mais au-dessus de tout soupçon, la bourgeoisie agit impunément, jusqu'au jour où...

En Haute-Loire, un gérant est mis à l'ombre

L'ancien gérant des ateliers plastiques d'Yssingaux en Haute-Loire, Georges Bati, a été écroué récemment à la maison d'arrêt du Puy-en-Velay sous l'inculpation de complicité d'escroquerie.

Une enquête menée début 1972 avait en effet révélé que les dirigeants des ateliers plastiques d'Yssingaux, employant une trentaine de salariés, s'étaient livrés à des opérations financières frauduleuses pour masquer un passif de près de 10 millions de francs.

C'est déjà grâce à cette enquête que l'ancien sénateur de la Haute-Loire, Jean de la Chomette, figurant parmi les principaux actionnaires de la société, avait été inculpé en décembre 1974 de présentation de bilans falsifiés ou inexacts et d'abus de biens sociaux.

Deux animateurs de sociétés immobilières

incarcérés à Fresnes
Deux sociétés, l'EFI (Etudes et financements immo-

biliers) et l'Immobilier Paris-Clauzel proposaient depuis 1966 à des personnes de placer leur argent dans des programmes immobiliers en leur promettant un taux d'intérêt de 12 à 15 %.

En novembre 1975, ces deux sociétés étaient déclarées en liquidation de biens. Du coup, de nombreux souscripteurs n'avaient même plus l'assurance de récupérer ne serait-ce qu'une partie de leur capital.

Le 30 janvier, les deux anciens animateurs de ces sociétés immobilières, dont le passif atteindrait 10 millions, prenaient le chemin de la prison de Fresnes. Ils étaient inculpés d'infraction à la législation sur les sociétés, d'infraction à la législation sur les banqueroutes et d'escroquerie. Ce n'était d'ailleurs pas leur coup d'essai puisque l'un d'eux, Louis Chesne, directeur des ventes à la société EFI, avait déjà eu maille à partir à plusieurs reprises avec les tribunaux de la bourgeoisie.

Dans cette affaire, la banque Hervet était également mise en cause. Elle avait avoué avoir prêté, avec sa filiale

Hervet-Crediterme, des crédits aux deux sociétés immobilières en question, crédits destinés, assurait-elle, à financer partiellement l'achat des immeubles et les règlements des travaux. La banque Hervet certifiait cependant qu'elle était aujourd'hui créancière des deux sociétés, ce qui, selon elle, l'écartait de toute responsabilité.

Fait troublant cependant — que reconnaît d'ailleurs la banque Hervet — l'épouse du fondé de pouvoir d'une de ses succursales a un lien familial étroit avec l'animateur de l'une des deux sociétés... Aussi, précisait l'AFP qui donnait l'information, il semble bien que l'affaire n'en soit qu'à son début, et il n'est pas impossible qu'on assiste à une série de rebondissements dans ce scandale.

Un conseiller municipal de Franconville écroué pour abus de confiance

Pour avoir détourné à son profit une somme de 280 000 F en exerçant sa profession de gérant d'immeubles, le centriste Bernard Charrié, conseiller municipal de Franconville dans le Val-d'Oise, a été inculpé d'abus de confiance qualifié, et mis sous les verrous de la maison d'arrêt de Pontoise.

Il a reconnu devant le magistrat instructeur avoir puisé depuis 3 ans dans la caisse de la SOGIB, société civile immobilière. Il empochait les chèques destinés aux fournisseurs et les ré-

glait avec des chèques sans provision.

Ainsi il semble bien que ce début 76 doive voir mettre à jour une longue suite de scandales de toutes sortes, comme cela s'était déjà produit à l'automne 1971. Mais au-delà des simples faits, qu'est-ce que ces scandales veulent dire ?

Force est de constater qu'ils ne sont pas mis à nu n'importe quand, et que le plus souvent des politiciens bourgeois y sont compromis. On sait par exemple que lors de l'affaire de la « Garantie foncière » des fuites avaient eu lieu, éclaboussant Chaban-Delmas. C'est le signe que la révélation de ces scandales est due aux rivalités que nourrissent entre eux les différents clans de la bourgeoisie.

Aussi est-il permis de penser que la découverte de plusieurs scandales ces derniers temps n'est pas indépendante de la concurrence à laquelle se livrent actuellement les politiciens bourgeois, notamment en vue des élections municipales de 1977...

En tout état de cause, ces scandales sont l'occasion de remuer une foule de vieilles affaires louches, qui nous offrent l'occasion de constater à quel point la bourgeoisie est corrompue.

Ce sont des abcès qui crévent, ils témoignent de la crise dans laquelle est plongée la bourgeoisie, et sont une preuve parmi beaucoup d'autres de sa totale décadence.

MEETING organisé par le FRAP et le CUSPE pour célébrer le 40^e anniversaire du FRONT POPULAIRE !
VENDREDI 13 FÉVRIER A 20 H A LA MUTUALITÉ

POUR LA LIBERTÉ DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES ET LE RETOUR DE TOUS LES EXILÉS

POUR LA SUPPRESSION DES CORPS DE RÉPRESSION ET LE CONTRÔLE POPULAIRE DE L'ARMÉE

POUR LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES POUR LES PEUPLES D'ESPAGNE

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DES PEUPLES D'ESPAGNE

16 FÉVRIER 1936 : en Espagne, le Front populaire triomphait. Cinq mois plus tard, le fascisme se soulevait contre le gouvernement populaire de la République. Il était pour cela appuyé par la droite internationale et en particulier par Hitler et Mussolini qui préparaient leur agression contre l'Europe. L'opinion internationale réagit immédiatement, à travers d'amples mobilisations, des collectes, les Brigades internationales... : il s'agissait non seulement de se solidariser avec les peuples d'Espagne, mais encore de mener un combat commun contre un ennemi commun : le fascisme.

FÉVRIER 1976 : Franco est mort... La terreur fasciste qu'il a imposée pendant 40 ans demeure : depuis le mois de novembre, les arrestations et les tortures se succèdent à un rythme qui nous ramène 40 ans en arrière. Juan Carlos I, appuyé par la droite internationale et l'impérialisme yankee, n'est jamais que Franco II.

Mais les peuples d'Espagne qui depuis 1936 n'ont jamais cessé de lutter intensifient leur combat, et opposent à la terreur fasciste la violence populaire : aujourd'hui comme en 1936, la seule issue contre le fascisme, c'est de l'abattre.

C'EST POURQUOI, AUJOURD'HUI COMME EN 1936, NOUS DEVONS TOUS APPUYER LA LUTTE DES PEUPLES D'ESPAGNE.

Affiches :

A votre disposition sur commande :

— « On ne négocie pas les licenciements, on les refuse » — 2 couleurs, format 50 x 80 cm.

— « Rassemblement national ouvrier », appel aux travailleurs en lutte pour prendre contact avec l'Humanité rouge pour le 14 février — format 50 x 40 cm.

— « L'Humanité rouge quotidien du soir à Paris, quotidien du matin en province » — format 50 x 40 cm.

— « Rassemblement national ouvrier » nouvelle affiche pour le 14 février — format 50 x 40 cm.

La Faucille
JOURNAL PRYAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

LA FAUCILLE No 14
(datée par erreur de janvier)

Le premier numéro de février vient de paraître. Passez vos commandes à l'Humanité rouge — BP 61 — 75861 Paris Cedex 18. Le numéro : 0,70 F



TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert	
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
Pli fermé	
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

Amis et camarades, souscrivez et faites souscrire pour que «VIVE L'IDEAL COMMUNISTE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT»

Total au 3.2.76	225 106,62 F	Un artill. appelé	24,00 F	« DD	150,00 F	« LBB	105,00 F
CDHR E. Varlin	200,00 F	MR	120,00 F	« GJ	5,00 F	« M	5,00 F
CDHR Ho Chi Minh	235,00 F	CDHR P.Sem.D 2e ver.	350,00 F	« BM	20,00 F	« JD	5,00 F
FL Sou au quot.	263,05 F	CDHR Clara Zetkin	380,00 F	« BB	5,00 F	« MM	60,00 F
HR : une arme dans les luttes. 1 trav.soc.	100,00 F	CDHR Gramsci	20,00 F	« LMA	105,00 F	« C	8,00 F
GPT pour la DDP	30,00 F	sup. Abt BL	5,00 F	« RJ	5,00 F	« B	5,00 F
		« CA	18,00 F	« GV	50,00 F		
		« MCH	5,00 F	« BPH	400,00 F		
						Total au 4.2.76	227 784,67 F

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !



culturel

Union Soviétique:

Tous les vices de la société capitaliste (3)

L'apparition de pièces de théâtre, de films ou de romans d'un nouveau genre qui font recette est particulièrement significative de la restauration du capitalisme jusque dans le mode de vie et les relations des couches sociales soviétiques. Ainsi trois œuvres ont été les « succès » de la saison à Moscou : la nouvelle « Une autre vie » de Iouri Trifonov, le film « Aфония » de Gueorgui Daniela et la pièce de théâtre « La réparation » de Mihail Rochtchine.

DES AUJOURD'HUI QUI NE CHANTENT PAS

Le pessimisme de ces œuvres, qui affirment clairement que les « aujourd'hui ne chantent pas » ne correspond guère aux appels lancés dans la presse sur le rôle et les devoirs des artistes, juste avant le 25^e congrès du PC soviétique qui doit avoir lieu à la fin du mois. « Une autre vie » a d'ailleurs été critiquée par l'hebdomadaire « Literatournaïa gazeta » sous prétexte que Trifonov ne « montre pas les héros dans l'environnement de leur travail ». « Aфония » et la « Réparation » ont été censurées, la pièce a été retirée de l'affiche pour tout le mois du congrès, « Aфония » ne passe plus que dans trois cinémas.

Expression d'une certaine réalité du mode de vie bourgeois de toute une couche « moyenne » en URSS, ces œuvres expriment aussi par les sujets qu'elles abordent et les milieux dont elles parlent, toute une conception décadente de la vie, du travail et des travailleurs, une conception de la vie ou la classe ouvrière en tant que telle est absente, c'est-à-dire exactement comme bon nombre des œuvres artistiques ou littéraires que l'on trouve chez nous et dans tous les pays capitalistes. En exemple, le thème du récit « Une autre vie » qui a été encouragé en étant publié par la revue littéraire très officielle « Novy Mir ». L'héroïne du récit est Olga Vissilievna. C'est une femme d'une quarantaine d'années dont le mari est mort trois

mois auparavant. Pendant une insomnie, elle revoit sa vie passée. Elle habite un petit appartement avec sa fille Irina.

Il ressort peu à peu des souvenirs d'Olga Vissilievna que son mari historien avait eu avant sa mort de graves difficultés à l'institut où il travaillait, à cause de ses conceptions peu « orthodoxes » du rôle de l'individu dans l'histoire.

Olga médite également sur l'hypocrisie des anciens collègues de son mari, venus la voir sous prétexte de lui demander si tout allait bien et lui réclamant en fait ses dettes et les documents originaux que son époux avait découverts au cours de ses recherches. Pendant l'entretien, elle avait remarqué que ces collègues regardaient avec espoir son réfrigérateur et leurs filets remplis de crème fraîche pensant qu'elle leur proposerait d'entreposer un moment les « découvertes » qu'ils avaient faites au magasin du coin.

Comme on peut le voir, absence complète de la classe ouvrière, problèmes d'une certaine bourgeoisie qui pourraient être tout à fait ceux d'une certaine autre bourgeoisie française, ou américaine, ou allemande, etc.

UN JEUNE PLOMBIER ALCOOLIQUE

Aфония est un jeune plombier alcoolique travaillant pour un service de gérance d'immeubles. C'est un personnage caractéristique : appelé pour réparer une inondation dans la cave d'une maison, il regarde sa montre et déclare qu'il s'en va parce que ses heures de travail sont terminées. Venu arranger le lavabo d'un vieux monsieur, il affirme d'un air suffisant que le modeste écrou qu'il sort de sa poche est « importé » et tend la main pour recevoir plusieurs roubles de pourboire. Mais il fait cadeau d'un vrai lavabo finlandais à sa jolie voisine qui, au demeurant, a l'air d'être entretenue par des gens haut placés.

Aфония doit rendre compte de sa conduite et en parti-

culier du tapage qu'il fait sur la voie publique en état d'ivresse, devant « l'organisation de masse » de son immeuble : goguenard, il traite de vieille fille une femme qui lui reproche sa conduite et il confond un « participant actif du meeting » qui s'était endormi et fait une intervention mal à propos.

Le héros décide à la fin de retourner voir le village où sa tante l'a élevé, thème qui rappelle les films « Kalina Krasnaïa » de Choukchine et « Le miroir » de Tarkovski. Le jeune plombier rencontre un de ses anciens camarades. Selon l'intelligentsia de Moscou, la censure a supprimé le passage du film où le campagnard disait à Aфония : « Ne viens pas vivre ici, c'est affreux ». « Mais en ville aussi c'est affreux », répliquait Aфония, c'est donc affreux partout... »

Ici tous les thèmes se retrouvent : conception réactionnaire d'un travailleur mais aussi expression de la réalité de la vie « nouvelle » soviétique avec ses absurdités et ses répressions bureaucratiques idéologiques et politiques.

La pièce de Rochtchine « La réparation » dont le thème est la réparation d'une maison « collective » contient de nombreuses allusions et répliques sur les privilèges de la nouvelle classe bourgeoise soviétique, sur l'indifférence de l'administration Brejnev vis-à-vis des simples citoyens et travailleurs soviétiques.

On voit donc qu'en art et en littérature apparaissent très bien un mode de vie et des conceptions qui n'ont absolument rien à voir avec une société qui se dit socialiste. Une société socialiste n'a rien à voir avec tous les méfaits engendrés par le capitalisme et l'idéologie bourgeoise. Elle combat tous ces méfaits et les fait disparaître.

Devant tous ces faits, même chez les militants et sympathisants du PCF, à peine 2 % reconnaissent, à l'occasion d'un sondage de l'Humanité-Dimanche, l'URSS de Brejnev comme un modèle du socialisme. On les comprend.

FIN

Sur TF1:

«L'Océan Indien, Méditerranée de demain»

TF 1 affichait ces jours-ci un programme prometteur avec une série de trois émissions d'une heure chacune consacrées à « l'Océan Indien, Méditerranée de demain », réalisées par l'Agence française d'image et la Fondation pour les études de défense nationale.

L'Océan Indien représente en effet une « zone chaude » de notre planète. La moitié des réserves de pétrole de la terre sont enfouies dans la région du golfe Persique. 600 millions de tonnes d'or noir transitent chaque année par l'Océan Indien. C'est ce qui explique la rivalité des superpuissances dans cette région, relativement bien illustrée par les deux premières émissions (la dernière sera programmée jeudi 5 février).

L'activité effrénée de la flotte de guerre soviétique dans la région était justement dénoncée : recherche de bases navales comme celle de Berbera que l'URSS a imposée à la Somalie, développement de la marine de guerre : 20 bâtiments militaires soviétiques croisent en permanence dans les eaux de l'Océan Indien, illustrant les propos de l'amiral social-impérialiste Gorchkov qui affirmait, il y a quelques années : « Tout ce que font les marines impérialistes, la marine soviétique le fera prochainement et mieux ! » Pari tenu : le déséquilibre des forces est désormais largement réalisé en faveur de l'URSS, ce qui explique l'activité des impé-

rialistes américains pour installer une base gigantesque sur l'État de Diégo Garcia.

Mais par contre le commentaire de l'émission sonnait dans le ridicule le plus odieux quand il s'efforçait de faire un amalgame entre l'attitude des impérialistes russes et celle de la République populaire de Chine qualifiés pour la cause de « frères ennemis » qui chercheraient chacun à accroître leur zone d'influence en portant des coups à l'autre, le tout sur le dos des peuples.

Si les éléments qui montrent cette rivalité aiguë des deux superpuissances, américaine et soviétique, abondent, par contre les commentateurs se trouvaient bien embarrassés pour justifier leurs calomnies vis-à-vis de la République populaire de Chine : leurs mensonges étaient si peu crédibles que le reportage lui-même les démentait : construction en Tanzanie du chemin de fer Tanzam, refusée par tous les experts des pays impérialistes, construction de grandes routes en Somalie, mode de vie des techniciens chinois identique à celui des populations locales, prêts à taux d'intérêt très bas ou nuls, etc.

Quant à l'affirmation fantaisiste selon laquelle « la Chine soutient la présence américaine dans l'Océan Indien », il suffit pour la détruire de rappeler la résolution de l'ONU recommandant de faire des mers chaudes une zone de paix, résolution proposée, entre autres, par la Chine !

Enfin les téléspectateurs ont eu la surprise d'apprendre que la France était un pays riverain de l'Océan Indien, et que par suite la présence de la marine de guerre française dans ses eaux était « légitime ». Si l'amiral Schweitzer, commandant de la zone Océan Indien de la marine française s'est longuement étendu sur la mission de protection éventuelle de la marine marchande, il s'est par contre montré très discret sur son rôle d'intervention colonialiste dans ces territoires « français » d'un genre un peu spécial appelés « DOM-TOM ». Il existe pourtant bel et bien, les événements récents de Djibouti sont là pour le rappeler si besoin est.

TELEVISION :

L'AFFAIRE DES « DOSSIERS DE L'ÉCRAN » DE MARDI SOIR

FAITS DIVERS ET FASCISATION

La radio, la télé, la presse de la bourgeoisie font grand bruit autour de prises d'otages de « crimes mystérieux », etc. Des zélus comme à Nogent-sur-Oise vont jusqu'à protester contre la projection à la télé de films qui pourraient troubler les familles dont un membre a été victime d'un de ces crimes. Poniowski lui-même intervient dans ce sens en faisant reporter le débat des « dossiers de l'écran » de mardi soir, sur le film « L'étrangleur de Boston ». Il a également félicité l'initiative de FR 3 de supprimer le film de lundi soir « Le voyou » (où il est question d'un rapt d'enfant).

Quelle sollicitude ! Car enfin l'argument pourrait s'appliquer à tout film : dans tout film quelqu'un pourrait retrouver un élément pénible de sa vie (puisque dans la plupart de ces films, il n'est question que de meurtres, de viols, etc.). Cette sollicitude doit bien cacher quelque chose... Et en effet tout ce bruit autour des faits divers vise à inquiéter la population, à l'insécuriser... pour rendre « populaires » les mesures de renforcement de la surveillance policière des villes et l'activité fasciste de groupes paramilitaires et soutenus par le pouvoir comme le SAC.

C'est pour cela que tout en demandant le report du débat des « dossiers de l'écran », Ponia a annoncé qu'il y participera à une date ultérieure : il viendra faire de la propagande pour la police de l'État fascisant de sa classe : la bourgeoisie.

Un lecteur



DEMAIN, IL DIRA SANS DOUTE...

Vu par Valentin



D'abord, les poubelles de l'histoire ca n'existe pas la preuve, j'y suis, et pourtant je ne suis pas une ordure.

REIMS

Jusqu'au 20 février 1976 :

EXPOSITION DE PEINTURES ORIGINALES D'OUVRIERS ET DE PAYSANS CHINOIS

Organisée par les Amitiés franco-chinoises de Reims.

Centre Saint-Exupéry, Parc Léo Lagrange.



L'Humanité Rouge

document

Un point d'histoire

Février 1934, grâce à l'action des masses populaires

LE FASCISME N'A PU PASSER

L'émeute fasciste du 6 février 1934 qui gronde aux portes de la chambre des députés, la fusillade qui éclate entre les ligues d'extrême-droite et la garde mobile. Derrière les forces qui s'affrontent, où se profilent les ombres d'Hitler et de Mussolini, les contradictions des classes dominantes sur la façon de stopper le large mécontentement populaire — la « démocratie » bourgeoise ou la dictature terroriste ouverte du capital — sont mises au grand jour.

Les conséquences de ce coup d'État manqué seront nombreuses. La plus importante sera l'éveil de la vigilance populaire face au fascisme et le développement de revendications politiques de la part de la classe ouvrière et des masses populaires aspirant à une société débarrassée de l'exploitation des banquiers et des grands propriétaires fonciers.

LA CRISE

C'est à partir de 1930, et surtout en 1931 que la crise économique capitaliste née de l'effondrement boursier de Wall Street d'octobre 1929 atteint notre pays.

À partir de 1931, la dévaluation de la livre sterling britannique, suivie de celle de nombreuses monnaies européennes, provoque un déséquilibre entre les prix du marché français et ceux des pays aux monnaies dévaluées. Les exportations françaises fondent comme neige au soleil.

À cette époque la France est un pays où l'agriculture pèse d'un poids considérable dans l'économie, tant par le nombre de travailleurs paysans et ouvriers qu'elle emploie, que par la valeur de sa production. Notre pays exporte donc d'importantes quantités de produits agricoles.

Or, les cours mondiaux des produits alimentaires et agricoles s'effondrent : céréales, pomme de terre, bois, vins, bestiaux, produits laitiers. La mévente s'installe. La colère est grande dans les campagnes.

L'industrie est encore en grande partie tournée vers le monde rural, notamment pour les productions de consommation courante, ainsi que pour celles minimum nécessaires au travail paysan.

La France des campagnes est pauvre ; elle n'achète plus ; la mévente industrielle s'instaure, liée à une surproduction déjà abondante.

À l'extérieur, même dans les colonies de l'« empire », jusqu'alors chassée gardée des monopoles capitalistes français, la concurrence étrangère impérialiste est sévère.

En quatre ans, le commerce extérieur fléchit de 60 %. En 1933, le déficit du budget d'État atteint 10 milliards de francs or ; l'inflation est galopante.

LES RÉPERCUSSIONS SALARIALES

Bien sûr, la bourgeoisie et plus particulièrement les « cent familles » qui tiraient les ficelles du pouvoir d'État, mettent tout en œuvre pour faire payer la crise aux ouvriers et plus généralement aux masses populaires.

Les licenciements se multiplient, tandis que les salaires sont pratiquement bloqués face à la « valse des étiquettes » des principaux prix : nourriture, logement, habillement, transport, etc.

Les luttes de la classe ouvrière se développent et s'intensifient : occupations d'usines, piquet de grève. Le Parti communiste français, section de l'Internationale

communiste, prend une part active à ce mouvement, notamment par l'activité de ses militants ouvriers dans la CGTU (Confédération générale des travailleurs unitaire). C'est d'ailleurs une période où le Parti verra s'accroître l'implantation de nouvelles cellules d'entreprise et de cellules rurales.

Mais la crise économique est profonde et atteint rapidement les couches intermédiaires de la société capitaliste d'avant-guerre. Les couches moyennes de la paysannerie, les artisans et commerçants et les intellectuels sont également touchés par les mesures de rétorsion. Même les petits et moyens patrons sont touchés : en 1929 on enregistre



La riposte populaire au putsch fasciste, lors de la manifestation du 9 février 1934 à Paris, dirigée par le PCF.

708 faillites par mois en moyenne, en 1934 près de 1260.

LA CRISE RURALE

C'est l'époque où les grands scandales financiers, les corruptions et autres escroqueries camouflés et pratiqués par la grande bourgeoisie apparaissent au grand jour.

La bourgeoisie qui par sa propagande essaye toujours de paraître comme le modèle de la « propriété » dévoile sa « face cachée », faite de trafics et de perversion, liée à la décadence idéologique. L'affaire de l'escroc Staviski éclatera dans ce contexte et ne fera que confirmer ce que tout le monde sait déjà. Les protecteurs dont il dispose parmi les députés de la

droite, et sa liquidation maquillée en suicide à la veille d'être arrêté dissiperont tous les doutes et aggraveront les divisions parmi les États-Majors des différentes forces de la bourgeoisie.

LE FINANCEMENT DES LIGUES FACTIEUSES

La démocratie bourgeoise est d'autant plus lézardée qu'en Italie règne déjà depuis plus de dix ans le régime fasciste de Mussolini et qu'en 1933, en Allemagne avec l'appui des grands monopoles un coup d'État installe les nazis fascistes hitlériens au pouvoir comme bouclier protecteur devant la force montante du mouvement ouvrier et du renforcement constant de son avant-garde politique, le Parti communiste d'Ernst Thaelmann.

En France, avec l'appui de finances clandestines de fractions du patronat se constituent divers mouvements, groupes ou ligues d'extrême-droite, se différenciant par des querelles de nuances, mais étant unifiées quant au fond : c'est-à-dire sur l'instauration en France d'une dictature terroriste ouverte du capital. On retrouve côte à côte, l'Action française (royaliste), les « Croix de feu », les « Jeunesses patriotes », « Solidarité française ». Leur principal appui : le Comité des forges, regroupant

LE COUP

Le gouvernement Chautemps (centriste) dans sa majorité, socialistes compris, se refuse à conduire l'enquête sur le scandale Stavisky, et laisse se développer les manifestations des bandes fascistes, notamment au cours du mois de janvier 1934.

C'est le 6 février 1934, jour de la présentation du nouveau gouvernement au Palais-Bourbon par Daladier, à la suite de la démission de Chautemps, que les ligues fascistes décident de passer à l'action.

Trois manifestations auront lieu, autour de l'Assemblée nationale, avec un mot d'ordre « en avant pour la révolution nationale ! », mot d'ordre que l'on verra en application sous le régime de collaboration de Vichy en 1940-44. Leur but : utiliser le mécontentement populaire contre la corruption parlementaire, pour tenter un coup de force armé.

Le coup échouera après une fusillade sanglante entre les bandes armées et les gardes mobiles.

À l'appel du Parti communiste, dès janvier, à Paris comme en province, les travailleurs ont tenu tête dans la rue aux factieux et à la police. Le 6 février, « l'Humanité » appelle la classe ouvrière à chasser de la rue les bandes fascistes. Le 9 février, 50 000 travailleurs parisiens à l'appel du parti et de la CGTU manifestent et se battent pendant toute une partie de la nuit ; 6 ouvriers tomberont sous les balles des forces de l'ordre de la bourgeoisie. Cette répression avait pour but d'enrayer l'organisation et le développement de l'unité d'action antifasciste à la base. Elle aura l'effet contraire et contribuera au renforcement de la vigilance antifasciste de la masse des travailleurs. Vigilance qui se manifestera largement par le succès de la grève politique de masse organisée le 12 février.

Le 6 février 1934 mettra à nu les divisions de la bourgeoisie et la montée du clan favorable à sa dictature terroriste ouverte pour faire face au mouvement ouvrier et populaire.

L'accession ou non au pouvoir du fascisme dépend du rapport de force entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le fascisme est l'ultime tentative de la bourgeoisie pour maintenir son exploitation et son oppression des masses laborieuses au moment où son régime de prétendue démocratie s'effondre de partout.

Cette expérience devait confirmer une déclaration du Comité central du PCF faite plusieurs mois avant le 6 février dans laquelle il était affirmé que « la dictature fasciste n'est, nullement inévitable... Cela dépend avant tout de l'action » que mènera le prolétariat guidé par le Parti communiste, de la lutte qu'il sera capable d'engager et de poursuivre à la tête des masses laborieuses.

Et le 7ème congrès de l'Internationale communiste par la voix de son président Georges Dimitrov, adressa des félicitations publiques au Parti communiste français pour la juste ligne qu'il avait su mettre en œuvre dans ces circonstances historiques.